

Les troubles au Tadjikistan et les débats politiques à Moscou

M. Mikhaïl Gorbatchev a été mis en échec devant le Soviet suprême

Espoirs et réalités

La coïncidence des troubles sanglants du Tadjikistan - après ceux d'Azerbaïdjan - et de la mise au point des réformes politiques par lesquelles le chef du Kremlin espère bâtir une nouvelle société socialiste met en évidence l'énorme décalage entre les espoirs que sont supposés susciter ces réformes et les plus sombres réalités du monde soviétique. C'est bien parce qu'il en a conscience que M. Gorbatchev a tenté mercredi - en vain - d'accélérer le mouvement en se faisant accorder à bref délai des pleins pouvoirs présidentiels qui, à ses yeux, peuvent seuls lui permettre de faire face à la montée des périls.

Les réalités ne datent pas des dernières années, mais l'écho que leur donne aujourd'hui une volonté de transparence est redoutable dans un pays qui de jour en jour a de plus en plus le sentiment de frôler l'abîme, sinon de s'y précipiter.

L'EXPLOSION des antagonismes raciaux, l'incapacité apparente du régime à les calmer, rendent vie aux plus anciens et dangereux fantasmes, ceux qui bien avant la révolution d'Octobre avaient déjà fait couler beaucoup de sang. Car il n'est plus question seulement de rivalités entre « nationalités » périphériques, mais d'une contestation de l'autorité russe dans toute une partie islamique de l'Asie centrale, où l'on commence à regarder vers d'autres horizons.

En visite en Yougoslavie au mois de mars 1988, peu de temps après les pogroms anti-arméniens de Soumgaït, Mikhaïl Gorbatchev demandait quel pays au monde ne connaissait pas de problèmes de minorités nationales, y compris parmi les Etats occidentaux. Mais intervient en URSS un facteur de sous-développement qui exacerbe les oppositions. On s'y bat pour un toit, pour le prix des légumes ou des fruits sur les marchés « libres », pour l'emploi, dans des zones sinistrées par la dégradation de l'économie.

FACE à ce défi, M. Gorbatchev et ses amis paraissent terriblement démunis, et les réponses qu'il apporte la « plateforme » adoptée la semaine dernière par le plénum du comité central sont soit un peu courtes, soit un peu trop théoriques.

Courtes, car le projet de reconstruction d'une « économie mixte de marché planifié » ne saurait annoncer à court terme une ère de relative satisfaction de besoins immédiats, à défaut d'abondance.

Théoriques, car l'idée d'une nouvelle conception des liens fédératifs au sein de l'Union soviétique ne saurait se matérialiser tant que les tensions qui se manifestent actuellement entre les différentes Républiques de l'URSS n'auront pas perdu une part au moins de leur intensité. On ne semble pas en prendre le chemin.

M. Gorbatchev a été mis en échec, mercredi 14 février, devant le Soviet suprême. Une majorité de députés ont refusé de convoquer, à une date rapprochée comme le leur demandait le secrétaire général, le Congrès des députés du peuple. Ils entendent ainsi obtenir un délai supplémentaire afin d'examiner les réformes proposées par le chef du Kremlin, en particulier en ce qui concerne les pouvoirs du futur président.

Le vote négatif des députés au Soviet suprême contraste avec la quasi-unanimité qui s'était manifestée sur le même sujet, après des débats houleux il est vrai, la semaine dernière lors du plénum du comité central du parti. Paradoxalement, il apparaît que ce sont moins les conservateurs que les réformateurs qui se sont opposés à M. Gorbatchev, manifestant leur inquiétude de le voir concentrer entre ses mains un pouvoir trop personnel.

Au Tadjikistan cependant, des émeutes très violentes se sont

poursuivies mercredi, faisant plusieurs dizaines de morts. La nuit suivante toutefois, après que les dirigeants locaux aient accepté, comme le réclamaient les manifestants, de démissionner collectivement, un calme précaire semblait en voie de se rétablir à Douchambé. Les mesures de sécurité ont été renforcées, et des parachutistes sont arrivés mercredi soir dans la capitale de la République.

Lire page 3 l'article de BERNARD GUETTA

La rencontre avec trois chefs d'Etat andins

M. Bush veut relancer la lutte contre le trafic de drogue

M. George Bush, qui veut relancer la lutte contre la drogue, devait rencontrer les présidents bolivien, colombien et péruvien, jeudi 15 février, pour quelques heures seulement, dans la ville côtière de Carthagène, en Colombie. Entourés d'un impressionnant dispositif militaire et policier, les quatre chefs d'Etat avaient l'intention de définir un programme commun d'action pour tenter d'enrayer le trafic de cocaïne.

CARTHAGÈNE

de notre envoyé spécial

Le sommet semblait, jeudi matin, avoir toutes les chances de se dérouler le plus tranquillement du monde. On n'attendait ni coup d'Etat de la Mafia ni décisions bouleversantes. L'hypothèse d'un attentat contre M. George Bush se heurte au sentiment qui règne à Carthagène : l'importance des mesures adoptées, au-dessus de sa tête, une langouste rouge symbolisant la colère populaire.

Depuis quelques semaines, ce sont même des messages en sens inverse qu'ils tentent de faire passer : ils ont libéré plusieurs de leurs otages, livré 1 tonne de dynamite et, à la veille du sommet, dévoilé à la presse (et du même coup à la police) trois de leurs « laboratoires ».

Certes, le général Miguel Marza, chef des services secrets, l'homme qui mène avec succès et au péril de sa vie la lutte contre les trafiquants, est sceptique.

CHARLES VANHECKE

Lire la suite page 8

« Bataille d'éléphants » au Japon

Le Parti libéral-démocrate du premier ministre, M. Kaifu, espère remporter, même de justesse, les élections législatives du 18 février

TOKYO

de notre correspondant

Dans le quartier, on les a surnommés la « brigade aux poireaux » (negizoku) : les supporters de M. Takehiko Machida, candidat indépendant d'une circonscription d'Arakawa, arrondissement populaire du nord de Tokyo, font campagne un poireau à la main pour rappeler aux électeurs que, même sur ce légume bon marché, on prélève une TVA de 3 %. Cette taxe impopulaire est au centre de la campagne pour les élections du 18 février.

Pour un vote crucial après la défaite essuyée, en juillet, au Sénat par les conservateurs au pouvoir sans interruption depuis trente-cinq ans, les thèmes de la campagne sont d'une affligeante pauvreté. Si la TVA, et surtout la manière dont le Parti libéral-démocrate (PLD) la fit passer en force au Parlement, cristallise les mécontentements, elle n'est guère représentative des choix auxquels est confronté le Japon (sa place dans la communauté internationale, les injustices sociales, la réforme du monde politique).

Les murs sont couverts de sourires mais les affiches électorales reflètent surtout un manque d'imagination. La seule « révolution » accomplie par M^{me} Doi, présidente du PSJ, date de la campagne électorale de juillet : elle apparait sur les affiches avec, au-dessus de sa tête, une langouste rouge symbolisant la colère populaire.

PHILIPPE PONS

Lire la suite page 8

ainsi que l'article d'ÉRIC LE BOUCHER :

« Les Européens face au modèle japonais », page 32

La parade de Perrier



Lire nos informations page 31

Un point de vue du secrétaire d'Etat auprès du premier ministre Un plan Monnet pour l'Est

Depuis qu'ont débuté les événements à l'Est, M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé du Plan, a engagé une réflexion sur la transition plan-marché. Fruit de ce travail, il propose pour l'Europe de l'Est un plan Monnet (Jean Monnet fut l'initiateur du premier plan de modernisation et d'équipement de la France, après

la seconde guerre mondiale). Cet article sera publié dans les principaux journaux des pays d'Europe de l'Est : en Union soviétique (les « Izvestia » et « Ekonomitcheskaja Gazeta »), en Roumanie (« Romania Libera »), en Pologne (« Rzeczpospolita »), en Tchécoslovaquie (« Hospodarske Noviny ») et en Hongrie (« Magyar Hirlap »).

par Lionel Stoléru

Le moment est venu, en Europe, de se préparer à la phase économique. Certes, la phase politique est loin d'être close, et nous savons tous que les élections libres sont un préalable à tout progrès économique, mais, déjà, apparaissent les deux aspects économiques majeurs :

— Le premier est que, si la tempête politique s'est levée sous le souffle de la liberté trop longtemps bafouée, nul n'ignore de quel poids a pesé la pénurie économique dans ce vaste mouvement. L'effondrement du mur de Berlin. C'est aussi la ruée des consommateurs de Berlin-Est dans les magasins de Berlin-Ouest ;

— Le second est qu'il est, sinon plus facile, du moins plus rapide de faire la révolution politique que la révolution économique : on peut faire tomber un dictateur en quelques jours, on

ne peut pas remplacer le plan par le marché en quelques jours.

Si, dans les mois qui viennent, les citoyens des pays de l'Est n'ont pas la conviction que leur niveau de vie s'améliore, va s'améliorer ou peut s'améliorer, aucune des démocraties nouvellement créées ne pourra se maintenir. Economie et démocratie doivent progresser ensemble.

Il y a vingt ans, nombreux étaient ceux, à l'Ouest comme à l'Est, qui se demandaient quand l'URSS rattraperait les Etats-Unis, voire les dépasserait, dans le domaine spatial avec le premier Spoutnik. Depuis vingt ans le marché a creusé l'écart avec l'économie dirigiste, par son aptitude à gérer la complexité et à innover, notamment dans les deux domaines suivants : le commerce international et la révolution technologique.

Le prodigieux essor du commerce international à l'Ouest,

croissant deux fois plus vite que l'activité nationale, a démultiplié le braquet du marché et permis l'accès du consommateur aux meilleurs produits du monde, au meilleur prix du monde. Cela, l'économie dirigiste n'y avait pas accès dans son espace fermé.

Lire la suite page 2

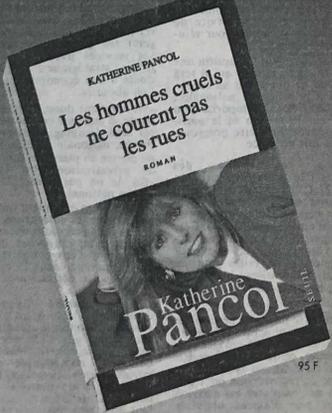
► Lionel Stoléru est secrétaire d'Etat au Plan.

AFFAIRES

● Ces pays où prospèrent des entreprises françaises : Nigéria, Maroc ● Turbulences parmi les étoiles du logiciel : Borland ou le retour de Citizen Kahn ● La grande pêche industrielle traverse une phase critique.

pages 33 à 35 - section D

PANCOL



Un ton juste et déchirant. Il y a une vraie invention langagière, un modernisme et une trépidation entraînants.

François Nourissier, de l'Académie Goncourt / Le Point

Editions du Seuil

M 0147 - 216 0 - 4,50 F



DÉBATS

In plan Monnet pour l'Est

Suite de la première page

La révolution technologique des puces et des robots, avec un impact aussi grand que le fut celui de la machine à vapeur, a profité au système de marché qui a été créée, et qui a su la diffuser, alors que, à l'Est, les rigidités bureaucratiques retardent le bénéfice à tirer de ces technologies nouvelles.

Aujourd'hui, le diagnostic est clair et sans ambiguïté : l'économie de marché a gagné, l'économie dirigiste a perdu. La main invisible vaut mieux que la poignée visible. Or, choisir le marché, c'est choisir quatre règles du jeu : le prix, l'entreprise, le crédit, le commerce international.

Ces quatre règles du jeu ne sont pas exhaustives, elles ne fonctionnent parfaitement nulle part, elles sont modulables par les États selon des dosages qui sont les mêmes au Japon et aux États-Unis, en Angleterre, en France et en Suède, mais elles sont des conditions indispensables et inséparables pour qu'une économie fonctionne en régime de marché, et ce sont des conditions qui sont incompatibles avec l'économie dirigiste.

Cette notion d'incompatibilité entre le Plan et le marché mérite d'être précisée : qu'il s'agisse du niveau conceptuel ou des expériences pratiques, c'est sur le système de prix que toute synthèse entre plan et marché échoupe et échoue.

En particulier, aucune décentralisation d'un système de production ne donnera jamais un prix de marché parce qu'un prix de revient est d'une autre nature qu'un prix de marché. Aucune analyse de prix de revient ne permettra jamais de comprendre pourquoi la machine à vapeur a brimé de nuquet augmenté fortement le 1^{er} mai et baissé brutalement le 2 mai.

Un rêve impossible

Autre exemple : s'il y a, au prix où ils sont vendus, pénurie de véhicules dans les magasins, on peut croire que, sans toucher au prix, il suffit de faire remonter l'information au centre pour qu'il décide d'augmenter la production. Mais le mécanisme de marché qui lui fera aussi augmenter le prix du vélo-bulle aura un tout autre effet : non seulement il informera l'informateur sur le système de production, mais il sera facteur de décision parce que, à ce prix, il y aura des raisons d'accepter la production soit dans les entreprises existantes, soit par de nouvelles entreprises qui se créent dans ce but.

Aucun rapprochement ne peut exister entre l'économie dirigiste et l'économie de marché : il s'agit de deux rationalités fondamentalement distinctes, voire fondamentalement opposées.

Telle est la vérité que rappelle, naïgure, le chancelier Erhard allemand, en disant : « Une économie ne peut pas plus être plus ou moins libérale que une femme n'est plus ou moins enceinte : elle l'est ou elle ne l'est pas ».

Cette vérité ne doit pas être cachée : il est certain que, à l'Est, nombreux sont ceux qui, regardant vers l'Ouest, rêvent d'avoir le beurre et l'argent du beurre. De vivre à la fois au paradis et de garder les « droits acquis » des travailleurs des pays de l'Est, notamment la partie de l'Est, plus qu'une culture d'assistance généralisée sans initiatives ni risques ni efforts personnels. C'est un rêve impossible : il y a ni convergence, ni compromis, ni troisième voie.

Alors, rupture ou transition ? La réponse est claire : rupture et transition.

Rupture dans la nature du choix du système, transition dans le temps pour passer d'un sys-

tème à l'autre. Ni une réforme ni une révolution : une évolution programmée.

À cet égard, la France n'a, certes, jamais tenu la collectivisation des moyens de production mais elle a piloté de façon originale un passage d'une économie administrée où, il y a quarante ans, l'État fixait les tonnages d'acier, les crédits, les prix et les changes, vers une économie de marché intégrée au marché européen unifié du 1^{er} janvier 1993.

Avant ainsi exploré en profondeur les rapports du plan et du marché, ayant su faire évoluer la planification à la française d'un plan impératif à un plan indicatif, puis à un plan stratégique, ayant, par son choix de l'économie mixte, refusé de se prosterner aussi bien devant les idoles du droit de marché que de l'État tout-puissant, la France a peut-être apporté pour ce continent européen et pour l'Est la transition plan-marché.

Un marché organisé

L'ensemble des propositions que je vais formuler ne correspond pas à une science infuse ni à une vérité révélée. Mais je crois que le moment est venu d'avoir un débat précis et concret. Je crois aussi que la réalité diversifiée des situations des pays de l'Est n'est pas telle qu'une architecture commune ne puisse être esquissée vers le marché.

Quel marché ? Un marché organisé, c'est-à-dire un espace économique obéissant à des règles du jeu et un espace social réglé par le signe de la propriété. Brûler l'État après l'avoir trop adoré, basculer de la bureaucratie dirigiste au libéralisme sauvage, reviendraient à tomber d'un extrême dans l'autre, alors que toutes les expériences occidentales et notamment les expériences françaises, montrent le besoin d'humaniser le marché en lui donnant sa dimension sociale et en reconnaissant à l'État son rôle d'arbitrage.

Phase 1 : l'adoption des règles du jeu

Cette phase comporte une décision politique globale et quatre décisions économiques fondamentales.

La décision politique globale est la mise en œuvre d'un pacte politique et social sur la transition. Les mentalités devront changer, intégrer les idées de responsabilité individuelle, de succès ou d'échec, donc de différences, de disparités, d'inégalités.

Aussi est-il exclu qu'un gouvernement puisse aller « en cachette » du plan vers le marché.

C'est exclu économiquement si l'on veut que les anticipations, les comportements et les actions s'orientent vers ce but. C'est exclu socialement si l'on veut que les citoyens comprennent et acceptent l'apparition de phénomènes nouveaux, comme l'inflation, le chômage, et de disciplines nouvelles.

Certains pays choisissent pour cette phase un gouvernement d'union nationale, d'autres jouent les citoyens comprennent et acceptent l'apparition de phénomènes nouveaux, comme l'inflation, le chômage, et de disciplines nouvelles.

Cela fait, quatre décisions économiques sont à prendre dès cette première phase.

1. Adoption du système de prix de marché : il faut basculer du système de prix fixé par le producteur au système de prix issu de la demande des consommateurs.

Ce basculement exige, si l'on veut éviter le risque d'hyperinflation, d'éponger au préalable les stocks de surliquidités existantes, notamment en URSS et en Pologne. Elles peuvent provenir de stocks d'encaisses liquides constitués par les ménages faute de trouver à quoi les dépenser. Elles peuvent aussi trouver leur origine dans les flux de dépenses excessives de l'État, dans le cas de déficits budgétaires importants (13 % du PNB en URSS). Des solutions peuvent être trouvées rapidement, soit par un emprunt national, des conditions très favorables, soit par l'importation massive et temporaire de biens

du Comecon. Il est impossible de faire une économie interne de marché avec des secousses d'une ampleur jusque-là inconnue et, en outre, imprévisibles. L'État doit donc donner le temps de mesurer ces déséquilibres, d'apprécier ses marges de manœuvre et de voir comment fonctionnent ses leviers d'action. Il ne faut pas dramatiser ces secousses, si brutales soient-elles, car nombreux sont les pays qui ont dû en passer par là, et nombreux sont les moyens qu'il y a à faire face quand il s'agit de déséquilibres momentanés.

On a souvent dit que la convertibilité d'une monnaie ne peut être assurée avant que l'économie nationale ne soit remise en ordre : de nombreuses expériences historiques montrent que c'est faux et que, bien au contraire, que la décision de convertibilité facilite la remise en ordre de l'économie nationale.

Les réserves de devises vont connaître de secousses d'une ampleur jusque-là inconnue et, en outre, imprévisibles. L'État doit donc donner le temps de mesurer ces déséquilibres, d'apprécier ses marges de manœuvre et de voir comment fonctionnent ses leviers d'action. Il ne faut pas dramatiser ces secousses, si brutales soient-elles, car nombreux sont les pays qui ont dû en passer par là, et nombreux sont les moyens qu'il y a à faire face quand il s'agit de déséquilibres momentanés.

Ne pas brader le patrimoine national

Phase 3 : Les réformes de structure

1. La liberté d'entreprise : il était illusoire, dans les phases précédentes, de croire que l'entreprise pouvait s'orienter librement

CEE, l'État intervient massivement, notamment par les programmes de recherche, pour encourager les mécanismes essentiels de spécialisation et de différenciation.

Une nouvelle forme de coopération

Si tel est le schéma possible d'une transition de plusieurs années du plan vers le marché, on peut se demander si les démocraties naissantes pourront relever de ce défi. Seules ? Peut-être pas. Mais, avec l'aide de l'Europe de l'Ouest, certainement oui.

Certains ont parlé d'un nouveau plan Marshall. Il est vrai que le plan Marshall, il est vrai, n'a jamais été mis en œuvre. Mais, dans le cas de l'Europe de l'Ouest, c'est de mettre dans son moteur.

D'autres ont évoqué un plan FMI, à l'image de ceux que le Fonds monétaire international a fait prévaloir en Amérique du Sud. Des tels plans sont nécessaires - on voit bien en Pologne - pour assainir l'économie d'un pays mais ils n'ont pas pour but d'en changer le système économique.

En fait, on voit bien que la transition plan-marché est un problème nouveau pour lequel il faut inventer une nouvelle forme de coopération : une coopération structurée.

On peut s'inspirer de l'intuition de Jean Monnet en 1945 qui avait compris, pour l'Europe de l'Ouest, que la coopération était un fait important de faire progresser à la fois l'unification économique et la coopération politique.

On peut s'inspirer de l'intuition de Jean Monnet en 1945 qui avait compris, pour l'Europe de l'Ouest, d'aider l'Europe de l'Est à payer le coût de la transition du plan vers le marché.

Le coût est multiforme, et comporte notamment les priorités suivantes : aide alimentaire pour absorber les pénuries, aide en formation pour amorcer la gestion, aide commerciale pour créer des débouchés, aide financière pour apporter des capitaux.

La Commission européenne, à l'initiative de Jacques Delors, y joue un rôle actif. Deux institutions européennes, créées à l'initiative de la présidence française, vont y contribuer : la Banque européenne de reconstruction et de développement, et l'Institut européen de formation.

D'autres coûts doivent y être englobés, par exemple les coûts culturels et sociaux, pour parvenir à une vision globale, dans le temps et dans l'espace, de ce processus de transition.

Le jeu de coopération, que pèse le coût par rapport au risque ? Imagine-t-on un échec économique compromettre les chances démocratiques de l'Europe de l'Est et la possibilité historique, après que la CEE a effacé les frontières établies en 1914 et 1940, de voir une Confédération européenne effacer les conflits idéologiques qui déchirent l'Europe depuis 1945 ?

L'Histoire frappe à notre porte. Ne la laissons pas repartir bredouille.

LIONEL STOLERU

(1) N. Petrakov, « L'Économie et l'Est », Ogoniok, n° 10, mars 1989.



« Gorbachev va trop vite ! ». Dessin paru dans Newsweek, le 19 février.

d'équipement demandé par les consommateurs, soit par la privatisation de logements ou de parcelles de terres agricoles, soit par la participation des travailleurs au capital de leur entreprise.

Contrôle des salaires

Ce basculement vers le prix de marché peut être possible et immédiat pour nombre de produits basiques, il ne l'est certainement pas pour les produits correspondants aux fonctions de première nécessité : se nourrir, se chauffer, se loger, etc. Ces produits doivent rester administrés jusqu'à ce que l'offre et la demande se rapprochent, soit par augmentation de la production, soit, si possible, par recours à l'importation.

Ce basculement exige, toujours en raison du risque d'inflation, que l'État garde un contrôle des salaires tout au long de la phase de libération des prix.

Il exige enfin la mise en place rapide d'un appareil statistique de base pour connaître la situation véritable de l'économie.

2. Droit de propriété privée : s'il paraît exclu de transformer brutalement une économie d'État en économie privée, il est, en revanche, indispensable de permettre immédiatement à l'entreprise privée d'apparaître. Ce droit de création a une double portée : au niveau national, il encourage la création d'une petite agriculture privée, du commerce, de l'artisanat, des services, de la petite entreprise ; au niveau international, il encourage la création de filiales et sociétés étrangères. Cet encouragement implique la libre circulation des capitaux pour ces entreprises et, peut-être, un statut de « zones franches » pour lever leurs craintes d'être isolées du marché international.

3. Création d'un marché de l'argent : il s'agit moins de créer des banques, une Bourse, un marché financier, que de mettre en œuvre rapidement des points de rencontre entre l'offre et la demande de capitaux et de faire un état d'intérêt réalisant l'équilibre correspondant.

L'urgence d'un tel marché implique que l'on utilise au plus vite les circuits existants (caisses d'épargne ou autres), sans attendre de structurer des institutions financières nouvelles et que l'on rende négociables, par tous moyens, les créances ainsi apparues.

4. Libération des changes : le problème le plus urgent est celui

de l'équipement demandé par les consommateurs, soit par la privatisation de logements ou de parcelles de terres agricoles, soit par la participation des travailleurs au capital de leur entreprise.

Phase 2 : la gestion des déséquilibres

Les décisions de la phase 1 vont créer une série de déséquilibres à identifier et à traiter :

1. La protection sociale : tandis que la hausse de plusieurs prix de marché et le contrôle des salaires vont appauvrir certains, le chômage issu des baisses du jeu du marché, comme le rappelle N. Petrakov (1), « le commerce avec le marché, c'est une absurdité ».

2. Les privatisations : l'État n'a pas besoin de posséder des entreprises qui produisent des casseroles ou des chaussettes. Il serait en revanche bien inspiré d'y réfléchir à deux fois avant de privatiser (surtout à des capitaux étrangers) ses compagnies aériennes, ses services publics, ses entreprises stratégiques. C'est sans doute à une économie mixte que l'on aboutira.

Il convient donc, avec pragmatisme, d'analyser ce qui peut passer sans dommage sous propriété privée, nationale ou étrangère, et de mettre en place des procédures de privatisation bien étudiées afin de ne pas brader le patrimoine national.

Il convient également que l'État passe, avec les entreprises dont il conserve la propriété, des contrats de plan Etat-entreprises qui leur permettent d'être concurrentielles sur le marché, dans le cadre de règles du jeu définies avec l'État.

3. Le marché financier : déniait tout rôle à la loi de la valeur, l'économie planifiée se caractérise par l'absence quasi totale d'une sphère financière : banques, compagnies d'assurances, marché financier, Bourse. L'économie de marché, elle, a besoin de telles structures qu'il faut donc progressivement mettre en place.

4. La spécialisation internationale : quand un pays entre sur le marché international, il se trouve soumis aux disciplines, bien que les circuits existants. Par défaut, les protections transitoires, il doit donc analyser ses atouts structurels.

sur le marché et il est donc dramatique de la rendre totalement responsable de ses résultats. Dans la phase 3, il s'agit de la mettre en milieu concurrentiel, de lui restituer la liberté des salaires, du crédit, afin d'arriver au résultat final : une entreprise responsable dont l'État souhaite le succès, mais dont l'État accepte la faillite, sans la renflouer. Tant qu'une entreprise sait que l'État l'empêchera de faire faillite, elle n'a pas véritablement un comportement responsable.

La liberté d'entreprise n'a de sens qu'associée à une concurrence véritable au niveau de ses fournisseurs comme de ses clients. C'est ce commerce qui va donner au système sa vitalité dans le cadre des règles du jeu du marché. Comme le rappelle N. Petrakov (1), « le commerce avec le marché, c'est une absurdité ».

2. Les privatisations : l'État n'a pas besoin de posséder des entreprises qui produisent des casseroles ou des chaussettes. Il serait en revanche bien inspiré d'y réfléchir à deux fois avant de privatiser (surtout à des capitaux étrangers) ses compagnies aériennes, ses services publics, ses entreprises stratégiques. C'est sans doute à une économie mixte que l'on aboutira.

Il convient donc, avec pragmatisme, d'analyser ce qui peut passer sans dommage sous propriété privée, nationale ou étrangère, et de mettre en place des procédures de privatisation bien étudiées afin de ne pas brader le patrimoine national.

Il convient également que l'État passe, avec les entreprises dont il conserve la propriété, des contrats de plan Etat-entreprises qui leur permettent d'être concurrentielles sur le marché, dans le cadre de règles du jeu définies avec l'État.

3. Le marché financier : déniait tout rôle à la loi de la valeur, l'économie planifiée se caractérise par l'absence quasi totale d'une sphère financière : banques, compagnies d'assurances, marché financier, Bourse. L'économie de marché, elle, a besoin de telles structures qu'il faut donc progressivement mettre en place.

4. La spécialisation internationale : quand un pays entre sur le marché international, il se trouve soumis aux disciplines, bien que les circuits existants. Par défaut, les protections transitoires, il doit donc analyser ses atouts structurels.

Sauf à être un libéral naïf, tout le monde sait qu'au Japon, aux États-Unis, dans les pays de la

AU COURRIER DU MONDE

Les Français et le mur

J'ai essayé plusieurs fois de passer à la porte de Brandebourg d'un secteur à l'autre. Les Français restent le plus souvent à l'extérieur. Tous les autres se tournent vers le mur, regardant les autres, les autres regardant les autres. Mais de l'Est et de l'Ouest. Français, quel est le passage est libre partout ?

Le premier mur est à peine ébréché, le no man's land reste toujours, les miradors s'allument toujours, mais par instant, le deuxième mur est toujours formé.

DOCTEUR PAUL VOISIN

Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication. Anciens directeurs : Hubert Bourde-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985). Administrateur général : Bernard Woutts. Directeur de la rédaction : Daniel Verdet. Rédacteurs en chef : Bruno Frappart, Claude Sals.

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09. Tél. : (1) 42-47-97-27. Télécopieur : (1) 45-23-06-81 ; Tél. : 650572 F MONDPAR. ADMINISTRATION : 11, RUE JEAN-MAZET, 94882 VRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-30-30-10 ; Tél. : 261311 F MONDISIR.